

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LETELLIER SAS

Rue Philippe Lebon
ZI de la Fossette
14440 Douvres-la-Délivrande

Références : 2024-459
Code AIOT : 0005304218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement LETELLIER SAS implanté Les Pérelles 14440 Douvres-la-Délivrande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régional qui a notamment pour objectif de vérifier les procédures d'acceptation des déchets inertes sur les ISDI et les centres de tri / transit de déchets inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LETELLIER SAS
- Les Pérelles 14440 Douvres-la-Délivrande

- Code AIOT : 0005304218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise de travaux publics Letellier SAS exploite depuis 2002 un centre de tri et recyclage de déchets de chantiers publics et de démolition et de regroupement de déchets verts, sur la commune de Douvres la Délivrande, hameau des Pérelles. Ce site jouxte la carrière de calcaire du même exploitant, et les 2 sites sont interdits d'accès par une clôture périphérique commune.

Le centre de tri est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 2002, modifié en dernier lieu par arrêté du 15 avril 2011.

L'entreprise dispose du label "Materrio Normandie" mis en place en région par la FRTP et l'UNICEM, avec le soutien de l'ADEME et du conseil régional. Ce label vise à garantir la qualité des matériaux recyclés issus de déchets BTP.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée, il apparaît que la procédure d'acceptation préalable du site n'est pas encore finalisée. Les DAP (demandes d'acceptation préalables) ne sont pas directement consultables sur site ce qui ne permet pas à l'opérateur en charge de l'admission des déchets inertes de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Le contrôle inopiné réalisé met en avant un dépassement des seuils pour les sulfates et la fraction soluble sur l'un des échantillons, l'inspection va proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place une procédure d'acceptation préalable et de l'appliquer scrupuleusement.

Les déchets dont les seuils réglementaires sont dépassés devront être évacués vers un exutoire dûment autorisé ou isolé avant évacuation par le biais de contre-analyses afin de permettre la commercialisation d'une partie du lot échantillonné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable - annexes
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : L'exploitant dispose de demandes d'acceptation préalables (DAP) ou peuvent figurer le nom du producteur de déchets, ses coordonnées, la provenance du déchet, le tonnage, le code déchet ainsi qu'un questionnaire sur l'origine des matériaux amenés sur site. Un examen de plusieurs DAP montre que celles-ci ne sont pas toujours correctement remplies sans que cela n'occasionne de refus de recevoir les déchets au sein de l'exploitation. Par ailleurs, les DAP sont enregistrées au siège et l'opérateur présent sur l'installation, qui a pour charge de contrôler les chargements, ne dispose pas de ces éléments sur place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une organisation qui permette à l'opérateur en charge de la réception des inertes d'avoir accès aux DAP. En outre, l'examen des DAP doit se faire de façon rigoureuse et systématique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I
--

Thème(s) : Risques chroniques, justification de la non-dangerosité
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
Constats : Le contrôle réalisé sur site n'a pas révélé d'acceptation illégale d'agrégats d'enrobé. L'arrêté préfectoral en vigueur autorise la réception de déchets amiantés sous certaines conditions mais le responsable du site a indiqué qu'ils ne reçoivent plus de déchets amiantés depuis plusieurs années désormais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, résultats des analyses du prélèvement inopiné
Prescription contrôlée : Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II
Constats : Les résultats des prélèvements réalisé par Minelis affichent des valeurs non-réglementaires concernant le prélèvement effectué sur les produits destinés à la vente après criblage. En effet, l'échantillon concerné présente des concentrations en fraction soluble (4 750 mg/kg MS) et sulfates (1990 mg/kg MS) supérieures au seuil ISDI, qui sont respectivement de 4 000 mg/kg MS et 1 000mg/kg MS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du mélange pratiqué sur site, l'exploitant doit demander des analyses complémentaires s'il souhaite commercialiser une partie du " lot " incriminé. À défaut, la totalité du lot devra être évacué vers un exutoire dûment autorisé à réceptionner la typologie de ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, contenu de la procédure et mise en oeuvre
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...] - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II. L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
Constats : L'exploitant a indiqué que sa procédure d'acceptation préalable n'est pas encore parfaitement définie et qu'il doit l'adapter aux moyens techniques et financiers à disposition sur l'exploitation. L'organisation actuelle, constatée le jour de l'inspection, démontre que la réception des inertes ne permet en aucun cas de s'assurer qu'ils respectent l'ensemble des informations renseignées sur les DAP et qu'ils peuvent ainsi être admis et stockés sur l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une procédure d'acceptation préalable doit être produite et transmise sous 2 mois à l'inspection des installations classées. L'exploitant devra appliquer scrupuleusement cette procédure afin de s'assurer du bon respect des conditions d'admission des inertes sur site prévue par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois